

Conditions générales de vente (03/2024)

1. Champ d'application

Les Conditions Générales de Vente dont le Client reconnaît avoir pris connaissance s’appliquent à la relation contractuelle entre le Vendeur et l’Acheteur (les Parties). Elles sont applicables à toutes les ventes réalisées, sous réserve de dispositions contractuelles particulières convenues entre les Parties.

2. Commande

Toute commande de l’Acheteur implique l’acceptation entière et sans réserve des présentes Conditions Générales de Vente. Le Vendeur ne sera obligé que pour les engagements pris par les personnes habilitées à engager l’Acheteur. Les produits sont facturés au prix convenu lors de la commande. Ce prix convenu est basé sur des tarifs en vigueur au jour de la commande ou sur des accords particuliers négociés avec l’Acheteur.

4. Réclamation

L’Acheteur doit vérifier l’état de la marchandise lors de sa réception et signaler immédiatement toute éventuelle défectuosité au Vendeur. L’avis éventuel des défauts doit être adressé par écrit au Vendeur dans un délai péremptoire de 72 heures dès la réception de la marchandise, faute de quoi la marchandise sera considérée comme acceptée.

6. Paiement

Les ventes de Produits sont payables dans le délai convenu, sans escompte à moins qu’un accord préalable exprès n’ait été conclu à ce sujet. Toute compensation est expressément exclue. Toute facture impayée à son échéance porte de plein droit et sans mise en demeure des intérêts moratoires au taux de 10 % depuis sa date d’échéance jusqu’au complet paiement. Lorsqu’en dépit d’une sommation ou d’un rappel, l’Acheteur en demeure ne se sera pas acquitté de sa dette en capital et intérêts, la totalité des créances du Vendeur deviendra exigible même si elles se réfèrent à d’autres livraisons. Tout défaut de paiement confère au Vendeur le droit de résilier les commandes en cours sans autre formalité qu'une notification par lettre signature à l’Acheteur. Le Vendeur se réserve le droit de facturer, outre les intérêts moratoires, des frais de rappels, frais administratifs ainsi que des frais de poursuite et de recouvrement qui seront irrémédiablement dus.

9. Dispositions douanières

Marchandise a été imposée à un taux de faveur, elle ne peut dès lors être utilisée qu’aux fins indiquées dans la déclaration de garantie ou dans la désignation de l’emploi figurant sur la facture. Les infractions à ces prescriptions tombent sous le coup des dispositions pénales de la loi fédérale sur les douanes. L’administration des douanes se réserve le droit de contrôler l’emploi de la marchandise.

10. Sanctions internationales

L'Acheteur déclare qu'il n'est pas une Personne Sanctionnée.

L'Acheteur s'engage à respecter les Sanctions Internationales et s'engage à ne pas effectuer des transactions qui violeraient directement ou indirectement celles-ci. Ceci inclut, en particulier la vente, la fourniture, l'exportation, la réexportation ou le transfert des Produits acquis auprès du Vendeur à des Personne Sanctionnées ou dans des territoires soumis à des Sanctions Internationales.

Dans la mesure applicable, l'Acheteur a mis en place des procédures et politiques visant à assurer le respect des Sanctions Internationales.

Ces déclarations seront réputées être réitérées jusqu'au terme de la relation contractuelle avec le Vendeur.

Le Vendeur se réserve le droit de suspendre ou de résilier immédiatement la relation contractuelle avec l'Acheteur s'il existe, selon son appréciation, un risque de violation des Sanctions Internationales, sans que l'Acheteur puisse prétendre à un quelconque dédommagement.

"Sanctions Internationales" désigne toutes mesures restrictives à caractère obligatoire édictant des sanctions économiques, financières ou commerciales (notamment toutes sanctions ou mesures relatives à un embargo, un gel des fonds et des ressources économiques, à des restrictions pesant sur les transactions avec des personnes physiques ou morales ou portant sur des biens ou des territoires déterminés) émises, administrées ou mises en application par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, l'Union Européenne, la France, la Suisse, les États-Unis d'Amérique (incluant notamment le Bureau de Contrôle des Actifs Étrangers rattaché au Département du Trésor ou OFAC et le Département d'État), ou par toute autre autorité compétente, y compris d'autres États, ayant le pouvoir d'édicter de telles sanctions.

"Personne Sanctionnée" désigne une entité ou un individu faisant l'objet de Sanctions Internationales ou contrôlé par une telle entité ou individu.

11. Protection des données

TotalEnergies est susceptible de traiter les données à caractère personnel ("Données Personnelles").

L'Acheteur est tenu de s'assurer que les Données Personnelles qui nous sont communiquées sont exactes et que les personnes concernées par ces Données Personnelles ont été correctement informées du traitement de leurs Données Personnelles et ont consenti à ce traitement chaque fois que cela est nécessaire.

Pour d'autres aspects liés à la protection des données (par exemple, le droit à l'information, à la rectification, à la suppression, à la remise ou à la transmission de ces données), veuillez-vous référer à notre politique de confidentialité sous la rubrique Protection des données personnelles, qui fait partie intégrante de nos Conditions générales de vente et qui est disponible en ligne sous le lien suivant: <https://totalenergies.com/fr/donnees-personnelles>. Si vous avez des questions, veuillez contacter ms-datenschutz-at@totalenergies.com.

12. Modifications des Conditions Générales de Vente

Le Vendeur est en droit de modifier, en tout temps, les Conditions Générales de Vente. Il en informe l'Acheteur de manière appropriée. Les modifications sont réputées être acceptées à défaut de contestations écrite dans un délai de 30 jours dès leur communication.

13. Divers

Ces Conditions Générales de Vente sont rédigées en français et elles peuvent être traduites dans d'autres langues. En cas de contradiction entre les différentes versions, le texte français fait foi.

14. Droit applicable et for juridique

Tout litige entre le Vendeur et l’Acheteur sera soumis à la juridiction exclusive des tribunaux ordinaires du canton de Zoug, sous réserve du recours au Tribunal Fédéral. Le droit suisse est seul applicable, à l’exclusion de la Convention des Nations Unies sur le contrat de vente international de marchandises du 11 avril 1980 (Convention du Vienne).

Allgemeine Verkaufsbedingungen (03/2024)

1. Anwendungsbereich

Die vorliegenden Allgemeinen Verkaufsbedingungen, von denen der Käufer in Kenntnis gesetzt wurde, sind auf das vertragliche Verhältnis zwischen dem Lieferanten und dem Käufer (die Vertragsparteien) anwendbar. Sie sind auf alle Verkäufe anwendbar; vorbehaltlich besonderer vertraglicher Absprachen zwischen den Vertragsparteien.

2. Bestellung

Die vorliegenden Allgemeinen Verkaufsbedingungen werden jeder Bestellung des Käufers zugrunde gelegt. Der Käufer akzeptiert diese vollständig und vorbehaltlos. Der Verkäufer wird nur dann verpflichtet, wenn seitens des Käufers dazu bevollmächtigte Personen auftreten. Die Produkte werden zu jenem Preis fakturiert, welcher anlässlich der Bestellung vereinbart wurde. Der vereinbarte Preis basiert auf jenen Tarifen, welche am Tag der Bestellung Gültigkeit haben oder nach besonderer vertraglicher Absprache mit dem Käufer.

4. Reklamation

Der Käufer ist verpflichtet, die Ware sofort bei Erhalt zu überprüfen und eventuelle Mängel unverzüglich dem Verkäufer zu melden. Eventuelle Mängel müssen innerhalb einer Frist von 72 Stunden ab Empfang der Ware dem Verkäufer gegenüber schriftlich angezeigt werden. Sollte innerhalb dieser Frist keine Anzeige eingehen, so gilt die Ware als akzeptiert.

6. Zahlung

Die Produktverkäufe sind innerhalb der vereinbarten Frist ohne Skonto zahlbar, außer es besteht eine vorherige ausdrückliche Vereinbarung. Jede Kompensation ist ausdrücklich ausgeschlossen. Der Verkäufer ist ab Ablauf der Zahlungsfrist bis zur gänzlichen Begleichung der Schuld berechtigt, sofort und ohne ausdrückliche Zahlungserinnerung, Verzugszinsen von 10 % in Rechnung zu stellen. Sollte der Käufer trotz Zahlungsbefehl und Mahnung seine Schuld inklusive Zinsen nicht begleichen, so wird die Gesamtheit der Forderungen des Verkäufers gegenüber dem Käufer fällig gestellt, selbst wenn auch andere Lieferungen betroffen sind. Im Falle des Zahlungsverzuges ist der Verkäufer berechtigt, alle laufenden Bestellungen an den Käufer mittels Einschreibebrief einzustellen. Der Verkäufer behält sich das Recht vor, neben den gesetzlichen Zinsen auch Mahnspesen, administrative Kosten und Kosten im Zusammenhang mit der Rechtsverfolgung und Eintreibung der Schuld, in Rechnung zu stellen.

9. Zollbestimmungen

Die Ware wurde zu einem bevorzugten Satz besteuert; sie kann deshalb nur zu den Zwecken verwendet werden, welche in der Garantieerklärung bzw. der Gebrauchsbezeichnung gemäß Rechnung aufgeführt sind. Widerhandlungen gegen diese Vorschriften werden gemäß den Strafbestimmungen des Zollgesetzes des Bundes bestraft. Die Zollverwaltung behält sich das Recht vor, den Gebrauch der Ware zu kontrollieren.

10. Internationale Sanktionen

Der Käufer erklärt, dass er keine sanktionierte Person ist.

Der Käufer verpflichtet sich, die internationalen Sanktionen einzuhalten und keine Geschäfte zu tätigen, die direkt oder indirekt gegen diese Sanktionen verstoßen. Dies umfasst insbesondere den Verkauf, die Lieferung, den Export, den Reexport oder die Übertragung der vom Verkäufer erworbenen Produkte an sanktionierte Personen oder in Gebiete, die internationalen Sanktionen unterliegen.

Soweit anwendbar, richtet der Käufer Verfahren und Richtlinien ein, um die Einhaltung der internationalen Sanktionen zu gewährleisten.

Diese Erklärungen gelten bis zum Ende der vertraglichen Beziehung mit dem Verkäufer als aufrechterhalten.

Der Verkäufer behält sich das Recht vor, die Vertragsbeziehung mit dem Käufer unverzüglich auszusetzen oder zu sistieren, wenn nach seinem Ermessen die Gefahr einer Verletzung der internationalen Sanktionen besteht, ohne dass der Käufer Anspruch auf eine Entschädigung hat.

Als "internationale Sanktionen" gelten alle verbindlichen restriktiven Maßnahmen, die wirtschaftliche, finanzielle oder handelspolitische Sanktionen beinhalten (einschließlich aller Sanktionen oder Maßnahmen in Bezug auf Embargos, die Sperrung von Geldern und wirtschaftlichen Ressourcen, die Beschränkung von Transaktionen mit natürlichen oder juristischen Personen oder auf bestimmte Güter oder Gebiete), die vom Sicherheitsrat der Vereinten Nationen, von der Europäischen Union, Frankreich, der Schweiz, den Vereinigten Staaten von Amerika (einschließlich insbesondere des Amts für die Kontrolle ausländischer Vermögenswerte, welches an das Finanzministerium oder OFAC angegliedert ist, sowie des Außenministeriums) oder einer anderen zuständigen Behörde, einschließlich anderer Staaten, die befugt ist, solche Sanktionen zu erlassen, verhängt, verwaltet oder durchgesetzt werden.

Als "sanktionierte Personen" gelten Unternehmen oder Personen, die internationalen Sanktionen unterliegen oder von solchen Unternehmen oder Personen kontrolliert werden.

11. Datenschutz

TotalEnergies kann personenbezogene Daten ("Persönliche Daten") verarbeiten.

Der Käufer ist dafür verantwortlich, dass die uns zur Verfügung gestellten personenbezogenen Daten korrekt sind und dass die Personen, auf die sich diese personenbezogenen Daten beziehen, ordnungsgemäß über die Verarbeitung ihrer personenbezogenen Daten informiert wurden und dieser Verarbeitung wenn nötig zugestimmt haben.

Für weitere Datenschutzaspekte (z. B. das Recht auf Information, Berichtigung, Löschung, Herausgabe oder Übermittlung dieser Daten) verweisen wir auf unsere Datenschutzrichtlinie unter der Überschrift Schutz personenbezogener Daten, die Bestandteil unserer Allgemeinen Geschäftsbedingungen ist und online unter folgendem Link abrufbar ist: <https://totalenergies.com/privacy>. Wenn Sie Fragen haben, wenden Sie sich bitte an ms-datenschutz-at@totalenergies.com.

12. Änderungen der Allgemeinen Geschäftsbedingungen

Der Verkäufer hat das Recht, die allgemeinen Geschäftsbedingungen jederzeit zu ändern. Der Verkäufer informiert den Käufer in geeigneter Weise darüber. Die Änderungen gelten als angenommen, wenn sie nicht innerhalb von 30 Tagen nach ihrer Bekanntgabe schriftlich angefochten werden.

13. Allgemeines

Diese Allgemeinen Verkaufsbedingungen sind in französischer sowie in anderen Sprachen verfasst. Im Falle Nichtübereinstimmens, hat der französische Text Vorrang.

14. Anwendbares Recht und Gerichtsstand

Jeglicher Rechtsstreit zwischen dem Lieferanten und dem Käufer wird der ausschließlichen Gerichtsbarkeit der ordentlichen Gerichte des Kantons Zug, unter Vorbehalt der Beschwerde an das Bundesgericht. Mit Ausnahme des Übereinkommens der Vereinten Nationen über Verträge über den internationalen Warenkauf vom 11. April 1980 (Wiener Konvention), ist einzig das Schweizer Recht anwendbar.

Condizioni Generali di Vendita (03/2024)

1. Campo di applicazione

Le Condizioni Generali di Vendita, delle quali il cliente conferma di aver preso nota, sono applicabili al rapporto contrattuale tra il venditore e l’acquirente (le parti). Esse sono applicabili a tutte le vendite realizzate, fatta eccezione per le disposizioni contrattuali particolari convenute tra le parti.

2. Ordinazione

Tutte le ordinazioni dell’acquirente implicano l’accettazione per intero e senza riserve delle presenti Condizioni Generali di Vendita. Il venditore sarà obbligato solo per gli impegni presi dalle persone autorizzate a rappresentare l’acquirente. I prodotti vengono fatturati al prezzo convenuto al momento dell’ordinazione. Il prezzo convenuto si basa sulle tariffe in vigore il giorno dell’ordinazione o sugli accordi particolari negoziati con l’acquirente.

4. Reclami

L’acquirente deve verificare lo stato della merce subito dopo la consegna e deve immediatamente segnalare al venditore tutti gli eventuali difetti rilevati. La notifica di eventuali difetti deve essere inoltrata per iscritto al venditore entro un termine di 72 ore dalla ricezione della merce, nel caso contrario la merce sarà considerata accettata.

6. Pagamenti

Le vendite dei prodotti sono pagabili entro i termini convenuti, senza sconti, eccetto quando sia stato concluso un accordo speciale a tale riguardo. Si esclude esplicitamente qualsiasi compensazione. Tutte le fatture non pagate al momento della loro scadenza comportano di pieno diritto e senza esplicito sollecito di pagamento un interesse moratorio del 10 %, dalla data della scadenza fino al completo pagamento. Se dopo una diffida o un richiamo l’acquirente in mora non adempie ai suoi obblighi di pagamento del debito in capitale ed interessi, la totalità di tutti i crediti del venditore diviene esigibile, anche se si riferiscono ad altre forniture. Tutti i mancati pagamenti danno diritto al venditore di rescindere le ordinazioni correnti senza altra formalità che una semplice lettera raccomandata all’acquirente. Il venditore si riserva il diritto di fatturare, oltre agli interessi moratori, alle spese di diffida e alle spese amministrative, anche le spese legali per il proseguimento dell’incasso e di riscossione, che saranno inderogabilmente dovuti.

9. Disposizioni doganali

La merce è soggetta ad un’imposta a tasso privilegiato; di conseguenza l’uso è permesso solo agli scopi indicati nella dichiarazione di garanzia o nella designazione d’uso figurante sulla fattura. Le infrazioni a queste prescrizioni vengono punite in base alle disposizioni penali sulla legge federale sulle dogane. L’amministrazione delle dogane si riserva il diritto di controllare l’uso della merce.

10. Sanzioni internazionali

L’acquirente dichiara non essere persona soggetta a sanzioni.

L’acquirente si impegna a rispettare le sanzioni internazionali e a non effettuare transazioni che violino, direttamente o indirettamente, le suddette sanzioni. Ciò include in particolar modo la vendita, la fornitura, l’esportazione, la riesportazione o il trasferimento di prodotti acquisiti attraverso il venditore a delle persone soggette a sanzioni o verso territori soggetti a sanzioni internazionali.

Per quanto applicabile, l’acquirente istituisce delle procedure e delle politiche al fine di assicurare il rispetto delle sanzioni internazionali.

Queste dichiarazioni si considereranno mantenute fino al termine del rapporto contrattuale con il venditore.

Qualora il venditore riterrà che esiste un rischio di violazione delle sanzioni internazionali, il venditore si riserva il diritto di sospendere o rescindere con effetto immediato il rapporto contrattuale con l’acquirente, senza che quest’ultimo possa reclamare un risarcimento alcuno.

Per "sanzioni internazionali" si intendono tutte le misure restrittive a carattere coercitivo che promulgano delle sanzioni economiche, finanziarie o commerciali (in particolar modo tutte le sanzioni o misure relative a un embargo, a un congelamento di fondi e di risorse economiche e a restrizioni sulle transazioni con determinate persone fisiche o morali o relative a beni o territori designati) emesse, amministrare o applicate dal Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite, l’Unione Europea, la Francia, la Svizzera, gli Stati Uniti d’America (compreso in particolar modo l’Ufficio di Controllo degli Attivi Stranieri annesso al Dipartimento delle Finanze o OFAC e al Dipartimento degli Attivi Stranieri annesso al Dipartimento delle Finanze o OFAC e al Dipartimento degli Affari Esteri) o da qualsiasi altra autorità competente, compresi altri Stati, che abbia la facoltà di emanare le suddette sanzioni.

Per "persona soggetta a sanzioni" si intendono tutte le entità o gli individui che fanno l’oggetto di sanzioni internazionali o sono controllate da tali entità o individui.

11. Protezione dei dati

TotalEnergies può trattare i dati personali ("Dati Personali").

L’Acquirente è tenuto a garantire che i Dati Personali forniti siano accurati e che gli interessati di tali Dati Personali siano stati adeguatamente informati del loro trattamento da parte nostra e abbiano acconsentito a tale trattamento ogniqualvolta richiesto. Per altri aspetti relativi alla protezione dei dati (ad esempio, il diritto all’informazione, alla rettifica, alla cancellazione, alla consegna o alla trasmissione di tali dati), si prega di fare riferimento alla nostra politica sulla privacy sotto la voce Protezione dei dati personali, che costituisce parte integrante dei nostri Termini e condizioni generali di vendita ed è disponibile online al seguente link: <https://totalenergies.com/privacy>. Per qualsiasi domanda, si prega di contattare ms-datenschutz-at@totalenergies.com

12. Modifiche delle Condizioni Generali di Vendita

Il venditore ha il diritto di modificare in qualsiasi momento le Condizioni Generali di Vendita. Il venditore ne informerà l’acquirente in maniera appropriata. In assenza di contestazione sottomessa per iscritto entro un termine di 30 giorni dalla ricezione della comunicazione, le modifiche saranno ritenute accettate.

13. In generale

Queste Condizioni generali di Vendita sono redatte in francese e possono essere tradotte in altre lingue. In caso di contraddizioni tra le differenti versioni, fa stato il testo in francese.

14. Diritto applicabile e foro

Qualsiasi vertenza tra venditore e acquirente è sottomessa alla giurisdizione esclusiva dei Tribunali ordinari del cantone di Zugo, salvo il ricorso su Tribunale Federale. È applicabile unicamente il diritto svizzero, eccetto la Convenzione delle Nazioni Unite sui contratti di vendita internazionale di merce dell’11 aprile 1980 (Convenzione di Vienna).